HAL
open science

GENRE ET MILITANTISME

Lucie Bargel, Xavier Dunezat

To cite this version:

Lucie Bargel, Xavier Dunezat. GENRE ET MILITANTISME. Dictionnaire des mouvements sociaux, 2020. halshs-02562475

HAL Id: halshs-02562475

https://shs.hal.science/halshs-02562475

Submitted on 4 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

> GENRE ET MILITANTISME

Depuis les années 2000, le concept de genre fait l'objet d'une diffusion croissante dans les sciences sociales françaises, y compris dans la sociologie des mobilisations. Ce concept est heuristique pour analyser l'ensemble des discours et des pratiques qui produisent la différence des sexes et la domination du « masculin » sur le « féminin ». Cette matrice de l'inégalité est pensée comme articulée et imbriquée à d'autres rapports de pouvoir, de classe et de race notamment. Le genre reste un concept polysémique : pour l'étude des mobilisations, les usages scientifiques de cette notion sont divers et rencontrent les préoccupations d'analyses en termes de « place des femmes » ou de « rapports sociaux de sexe » qui se sont développées en France dès les années 1970. Ces approches, en rompant avec l'usage du sexe comme simple variable descriptive, ont contribué à un renouvellement et un enrichissement de la sociologie des mobilisations.

Dans un premier temps, les études sur la « place des femmes » dans les mobilisations traitent *de facto* les représentations et les pratiques masculines comme *la norme.* Le militantisme étant pensé comme neutre du point de vue du genre, l'analyse de l'exclusion des femmes des mobilisations, des obstacles à leur participation ou des spécificités de leur inscription militante est privilégiée. La sous-représentation des femmes parmi les militant.e.s, malgré une relative féminisation, est elle aussi soulignée. Cette démarche – souvent quantitative – permet de rendre visibles le *gender gap* et les inégalités de sexe, jusqu'alors masquées par l'apparente évidence des rôles sexués. Il s'agit de faire des femmes des « sujets d'histoire » (Perrot, 1998) et de dénaturaliser la différence des sexes.
Les raisons de cette exclusion des femmes du militantisme partisan, syndical ou associatif sont bien sociales : les analyses soulignent leur moindre disponibilité et insertion sociale, liée à la division du travail domestique et à leur position sur le marché du travail salarié. La sous-représentation des femmes au sein du mouvement ouvrier est ainsi expliquée par un système social dans lequel le « prolétariat féminin » est « accablé par une domination bicéphale où l'homme et le patron se soutiennent », en assignant l'espace domestique aux femmes et en les surexploitant quand elles travaillent (Perrot, 1998, p. 121). En somme, les explications se situent en dehors des organisations militantes elles-mêmes.
À partir de la fin des années 1970, l'histoire et la sociologie des mobilisations sont enrichies par des approches qui, peu à peu, vont théoriser la sexuation du social en termes de genre ou de rapports sociaux de sexe. Cette dynamique de recherche scientifique, repérable des deux côtés de l'Atlantique, a pris deux orientations.

LES MOUVEMENTS DES FEMMES

Dans la première, *le regard scientifique s'élargit* : les luttes de(s) femmes, notamment leurs grèves, et les mouvements féministes sont traités comme des mobilisations à part entière (voir Marion Charpenel, Elsa Galerand, Alban Jacquemart, Bibia Pavard). D'une part, des femmes ou des groupes de femmes ont joué un rôle déterminant dans des mobilisations que l'on considérait comme structurées par un seul rapport de domination : les luttes de classe ont aussi pour enjeu le genre comme en témoigne la place des ouvrières dans les mutations du travail salarié (Maruani, 1979 ; voir aussi Clémentine Comer, Fanny Gallot, Eve Meuret-Camfort). D'autre part, en France, le paradigme tourainien des nouveaux mouvements sociaux – dominant jusqu'à la fin des années 1980 – est critiqué pour avoir relégué le mouvement féministe au rang de « non-mouvement social ».
Les enquêtes portant sur les mobilisations féministes renouvellent des problématiques fondamentales de la sociologie des mobilisations et interrogent en particulier les frontières entre privé et public, entre militantisme et non-militantisme, entre mouvements et institutions

(*Sociétés contemporaines*, 2012). Sans qu'il ne soit possible de les citer de façon exhaustive ici, de nombreux travaux contribuent ainsi à l'exploration du rôle des mouvements féministes dans la mise sur agenda de problèmes publics (voir Laure Bereni, Laurie Boussaguet, Pauline Delage, Sophie Jacquot, Elsa Hermann) ou encore abordent les enjeux de l'institutionnalisation du féminisme (voir Anne Revillard, Auréline Cardoso). D'autres chercheuses déconstruisent les frontières entre militantisme et non-militantisme en analysant la diffusion des idées féministes au-delà des militantes (*Politix*, 2015 ; voir aussi Catherine Achin et Delphine Naudier), ou encore dans d'autres sphères d'activité comme la santé et l'éducation des enfants (voir Lucile Ruault et Camille Masclet). La participation des femmes à des formes violentes d'activisme (voir Camille Boutron, Fanny Bugnon, Olivier Grojean, Stéphanie Latte Adballah) ou à la défense de causes réactionnaires (voir Martina Avanza, Marie Balas, Magali Della Sudda, Aurélie Fillod-Chabaud, Tania Navarro-Rodriguez…) fait désormais aussi partie du champ des investigations.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX SEXUES ET LE GENRE DU MILITANTISME

La seconde orientation des analyses en termes de genre ou de rapports sociaux de sexe interroge le militantisme lui-même. Pour paraphraser Danièle Kergoat (1992, p. 122) quand elle a théorisé le concept de « mouvement social sexué », « il ne s'agit [plus] de "rajouter" les femmes comme un plus qui viendrait colorer [le militantisme], l'analyse de celui-ci restant en dehors de toute prise en compte des rapports sociaux de sexe [...] Mais cela signifie que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les [militantismes] et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse ». Cette considération suppose de penser le militantisme à la fois comme un produit et comme un mode de (re)production des rapports de genre, un processus mis aussi en œuvre par les pratiques militantes elles-mêmes.

Aux États-Unis, dans un contexte théorique marqué par la prééminence du paradigme de la mobilisation des ressources, le modèle du choix rationnel est ainsi accusé d'imposer le présupposé théorique d'un acteur universel et l'illusion de l'homogénéité du groupe mobilisé. La dynamique du recrutement et de l'activisme individuels est genrée, les carrières militantes et les conséquences biographiques de l'engagement ne le sont pas moins : par exemple, la participation au *Freedom Summer* a un impact « subjectif » plus fort pour les participantes en termes de trajectoire biographique, alors que les conséquences pratiques, « objectives », sont plus importantes pour les hommes (McAdam, 1992).

Des deux côtés de l'Atlantique, les recherches empiriques – reposant souvent sur l'observation ethnographique et l'entretien – vont ainsi montrer que toutes les dimensions de l'action collective sont genrées (*Gender and Society*, 1998, 1999), l'action du genre étant de plus en plus théorisée comme imbriquée à l'action d'autres systèmes de domination, de race, de classe, d'âge, de sexualité, etc. (voir Cécile Guillaume, Stéphanie Guyon, Yannick Le Quentrec, Sophie Pochic). En particulier, les processus de réussite et d'échec des mouvements sociaux sont rapportés à l'identité attribuée – de genre mais aussi de classe et de race – par les interlocuteurs de ces mouvements. Plus largement, la prise en compte du genre pour étudier les logiques d'engagement, l'émergence de leaders, la « gestion de la mixité » (Kergoat *et al.*, 1992) ou la dynamique des « arrangements de genre » durant une action collective *(Gender and Society*, 1998) conduit à dénaturaliser l'analyse des rapports de pouvoir au sein même des mobilisations. De même, les figures héroïques, les formes d'intériorisation d'un sentiment d'infériorité, les normes de la prise de parole et de la politisation d'un problème social, les modes d'apparition publique sont autant de facettes du militantisme qui sont rapportées à des effets de socialisation genrée et, simultanément, sorties de l'ordre des choses et des évidences (militantes).

Dans la même logique, le travail militant – syndical, bénévole, associatif – et les formes de sa division font l'objet d'une attention croissante et d'analyses affinées. D'une part, la division du travail militant est un processus qui sépare et hiérarchise des tâches « masculines », valorisées

(mener les réunions, écrire des tracts…), et des tâches « féminines », invisibilisées (écouter en réunion, distribuer les tracts…), y compris dans des mouvements « progressistes », « féministes », « révolutionnaires » (voir Lucie Bargel, Xavier Dunezat, Jules Falquet). D'autre part, les modalités de la division sexuée intérieur/extérieur sont plurielles selon les types de militantisme : assignation des femmes aux tâches militantes associées à l'espace domestique *versus* répartition sexuée des tâches de la vie interne des organisations et des tâches relevant des relations avec l'extérieur (voir Sophie Rétif). De tels processus genrés sont également à l'œuvre dans les logiques de choix de revendications et de répertoire d'action, de répression, de rétributions, de sociabilité(s). Plus largement, c'est la notion même de militantisme – tout ce qu'elle transporte matériellement et symboliquement en termes de hiérarchie, de compétence, de spécialisation – que la problématique du genre et des rapports sociaux de sexe conduit à réinterroger (*Politix*, 2007 ; Fillieule et Roux, 2009).
Aujourd'hui les dynamiques des mobilisations féministes – de la « 3ème vague » au cyberféminisme notamment – offrent de nouvelles perspectives à l'étude du militantisme, de ses recompositions et de ses desseins, de ses espoirs et ses désillusions.

Lucie BARGEL et Xavier DUNEZAT

Renvois :
Conséquences biographiques de l'engagement, Grève, Leaders, Mobilisation des ressources, Nouveaux mouvements sociaux, Réussite et échec des mouvements sociaux, Sociabilité(s), Socialisation.

Bibliographie :

BERENI (Laure), *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica, 2015.

FILLIEULE (Olivier) et ROUX (Patricia) (dir.), *Le Sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

GENDER AND SOCIETY, « *Gender and Social Movements (1)* », 12 (6), 1998 ; « *Gender and Social Movements (2)* », 13 (1), 1999.

KERGOAT (Danièle), IMBERT (Françoise), LE DOARE (Hélène) et SENOTIER (Danièle), *Les Infirmières et leur Coordination, 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992.

MCADAM (Doug), « Gender as a Mediator of the Activist Experience : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 97 (5), 1992, p. 1211-1240.

MARUANI (Margaret), *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979.

PERROT (Michelle), *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998 [1ère éd., 1974].

Politix, « Militantisme et hiérarchies de genre », n°78, 2007.

Politix, « Appropriations ordinaires des idées féministes », n°109, 2015.

Sociétés contemporaines, « Les femmes contestent. Genre, féminismes et mobilisations collectives », n°85, 2012.